

15.4 Entreprises publiques

Le secteur public est considéré comme l'ensemble des sociétés directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des groupes dont la tête est détenue majoritairement par l'État.

Fin 2011, l'État contrôle en France majoritairement, directement ou indirectement, 1 498 sociétés, en détenant plus de la moitié de leur capital. Par rapport à 2010, le nombre de sociétés contrôlées par l'État progresse fortement (+ 270 unités), tandis que le nombre d'emploi de ces sociétés diminue de 2,3 %. Les deux tiers de cette baisse concernent des sociétés pérennes, qui étaient dans le secteur public en 2010 et 2011. Les sociétés du secteur public emploient 784 500 salariés. L'État contrôle directement 87 entreprises, dites de premier rang, en détenant plus de la moitié de leur capital. L'État est également présent de façon minoritaire dans le capital d'environ 540 autres sociétés. Les prises de participation et de nombreux échanges de sociétés entre secteurs privé et public marquent l'année 2011, sans qu'il y ait de **privatisation**.

Les effectifs des **entreprises publiques** restent fortement concentrés. En effet, les dix premières sociétés, en termes d'effectifs, rassemblent, à elles seules, plus des trois quarts de l'ensemble des salariés. Les trois plus importantes demeurent La Poste, la SNCF et EDF. Ces trois sociétés et leurs 1 000 filiales représentent à elles seules plus des trois quarts des effectifs des sociétés contrôlées par l'État.

La répartition par grands secteurs des sociétés publiques en 2011 est similaire à celle de 2010. Le secteur tertiaire concentre toujours 80 % des effectifs de l'ensemble des sociétés publiques. Dans ce secteur, la présence de l'État reste forte, par l'intermédiaire de grands groupes dans les transports et les activités scientifiques et techniques. Fin 2011, les sociétés publiques du secteur des transports et de l'entreposage emploient près de 495 000 salariés, dont la quasi-totalité dépend des groupes La Poste, SNCF et, dans une moindre mesure, de la RATP ou d'Aéroport de Paris. Loin derrière les transports, les secteurs des activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien emploient plus de 62 000 salariés. Parmi eux, près de 50 % sont employés dans le secteur de la recherche et du développement scientifique, dont plus de la moitié dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Comme depuis quelques années, le secteur public reste peu présent dans l'industrie. Au total, ce secteur représente 18,5 % des effectifs des sociétés publiques. Fin 2011, dans les secteurs des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution, le nombre de sociétés présentes est multiplié par trois par rapport à fin 2010. EDF et le CEA demeurent les deux groupes importants de ce secteur. Ils y emploient 107 500 salariés. ■

Définitions

Nationalisation, privatisation : ces termes traduisent les mouvements des entreprises entre le secteur public et le secteur privé. Lorsque l'État prend le contrôle direct d'une entreprise, lorsqu'il détient plus de 50 % de son capital, on parle de nationalisation. Lorsque l'État perd le contrôle direct d'une entreprise au profit du secteur privé, on parle de privatisation.

Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME) : créé par un décret du 22 octobre 1984, il est géré par l'Insee. Une entreprise est inscrite au répertoire dès lors que l'État détient, directement ou par l'intermédiaire d'autres entreprises contrôlées, la majorité du capital ou des droits de vote dans les instances délibérantes.

Entreprise publique, Nomenclature agrégée (NA) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2011 », *Insee Résultats Économie* n° 63, décembre 2012.
- « L'État actionnaire », *rapport 2012*, Agence des participations de l'État, octobre 2012.
- « Les comptes des administrations publiques en 2011 », *Insee Première* n° 1400, mai 2012.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2011

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre de sociétés (p)	Effectifs salariés en milliers (p)	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	n.s.	9,6	Office national des forêts
Industrie	386	145,4	
dont : fabrication de machines et d'équipements électriques ¹	3	1,2	CEA
fabrication de matériels de transport	7	14,2	DCNS
fabrication d'autres produits industriels	43	22,3	CEA, LFB
ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	333	107,7	EDF, CEA
Construction	35	1,9	EDF
Tertiaire	1 070	627,7	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	18	2,1	
Transports et entreposage	400	495,3	La Poste, SNCF, RATP, Aéroports de Paris
Hébergement et restauration	2	2,5	Adoma
Information et communication	69	23,6	
Activités financières et d'assurance	143	20,1	Banque de France
Activités immobilières	131	2,9	SNCF
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	255	62,1	CEA, SNCF
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	20	11,6	
Autres activités de services	32	7,5	
Total	1 498	784,5	

1. Y compris fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2011

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes fin 2010 (r)	1 230	802 600
Entreprises pérennes	1 112	- 12 100
+ Entreprises entrantes en 2011	386	3 200
- Entreprises sortantes en 2011	- 118	- 9 200
Entreprises présentes fin 2011 (p)	1 498	784 500

Source : Insee, Recme.

Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2011

	Chiffre d'affaires en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs ² en milliers
1 GDF Suez	90 673	5 420	236,5
2 EDF	65 307	3 246	151,8
3 EADS ³	49 128	1 037	133,1
4 France Télécom	45 277	3 828	165,5
5 Renault ³	42 628	2 139	128,3
6 SNCF ³	32 645	150	245,1
7 Air France - KLM	24 363	- 805	102,0
8 Groupe La Poste	21 341	467	268,8
9 Thales ³	13 028	512	68,3
10 Safran	11 658	644	59,8
11 Areva ³	8 872	- 2 567	47,5
12 RATP ³	4 983	339	54,4
13 Réseau Ferré de France ³	4 981	222	1,4
14 France Télévisions	3 108	6	10,9
15 DCNS	2 624	179	12,7
16 Aéroports de Paris	2 502	347	9,1
17 La Française des Jeux	1 361	89	1,4
18 GIAT Industries	846	164	2,9
19 FSI ⁴	744	608	0,1
20 Radio France	633	7	4,2

1. Compte consolidé.

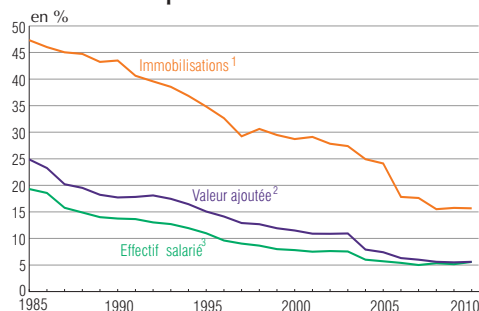
2. En moyenne annuelle.

3. Effectifs au 31 décembre.

4. Fonds stratégique d'investissement.

Source : Agence des participations de l'État.

Poids du secteur public dans l'économie



Note : Depuis 2008, le secteur public est considéré comme l'ensemble des entreprises (au sens du décret LME, c'est-à-dire le groupe dans son ensemble ou l'unité légale indépendante) dont la tête est détenue par l'État.

1. Essentiellement les bâtiments et les machines.

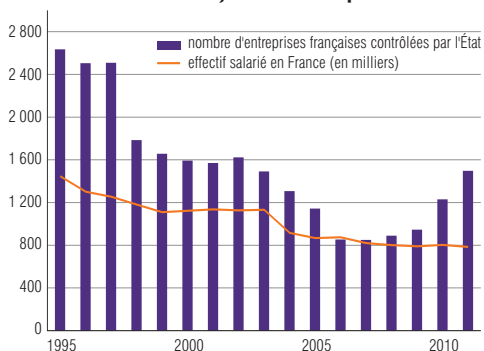
2. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs en 2008, hors taxes en 2009/2010.

3. Au 31/12.

Champ : ensemble de l'économie marchande hors secteurs agricoles et financiers.

Source : Insee, Esane, Clap, Lili (enquête « Liaisons financières ») 2010.

Sociétés contrôlées majoritairement par l'État



Source : Insee, Recme.